FINANCES PUBLIQUES
MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques 39
Section du Jura

Monsieur le président

Ce CDAS se tient dans un climat économique et social dégradé avec les sujets :
- de pouvoir d'achat,
- de l'explosion des inégalités,
- d'évolution de la rémunération que certain.es voudraient conditionner à la seule notion de mérite,
- d'un sentiment d'abandon des usagèr.es face à un service public qui dans tous les secteurs est en voie de délabrement faute de moyens.

Alors qu'une minorité s'enrichit toujours plus, les inégalités et la pauvreté explosent.

Alors que le gouvernement continue d'implorer une improbable bienveillance des plus riches (entreprises et particuliers) au lieu d'agir avec toute la puissance de la Loi, aucune mesure concrète n'est mise en place pour augmenter les rémunérations, limiter les effets de l'inflation, et mettre en place une véritable justice fiscale, sociale et environnementale.

C'est dans ce contexte que Solidaires Finances Publiques 39 dans le Jura a suivi l'appel national intersyndical le 29/01/2024, jour de reprise des négociations indemnitaires.

A ce jour, nous, fonctionnaires au service de l'État, devons-nous contenter de 5 points d'indice qui représentent donc 300 euros bruts ANNUELS Depuis 1990, si notre point d'indice avait suivi l'inflation, il s'élèverait aujourd'hui à 6,40 €, soit 30 % de plus que la valeur actuelle, enkystée à 4,92€ .

La même semaine nous apprenions la revalorisation MENSUELLE de 300 euros pour les députés et 700 euros pour les sénateurs : cherchez l'erreur !

Dans ce contexte de forte inflation, l'action sociale, quel que soit son niveau, doit pouvoir réellement répondre aux besoins des personnels, qu'ils soient actif.ves ou retraité.es.

L'action sociale est plus que jamais au cœur des préoccupations pour maintenir une cohésion et une solidarité entre tous et toutes. Exclure de façon unilatérale les retraité·es de l'État du dispositif des chèques-vacances, voilà sans doute ce qui va redresser le budget ?

La réduction de 5 % des dépenses exigée pénalise donc les « non actif(ve)s »en contradiction flagrante avec la solidarité intergénérationnelle vantée dans les discours.

Concernant la gouvernance, Solidaires Finances rejette le projet de création d'une fédération regroupant ALPAF, EPAF et AGRAF car les organisations syndicales se retrouvent exclues de tout contrôle de l'utilisation de la subvention ministérielle.

Au niveau local, 18000€, soit la dotation la plus basse possible d'après la note d'orientation 2024, ont été attribués au département: mener l'action sociale en local va donc comme chaque année représenter un énorme défi.